

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 28/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats



Publié sur

KALIPLAST

ZI de la Rouge Porte
Rue de Lauwe
59250 HALLUIN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement KALIPLAST implanté ZI de la Rouge Porte, Rue de Lauwe, 59250 HALLUIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle vise à recoler l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2021 mettant en demeure la société Kliplast de respecter les prescriptions des articles 1, 2 et 6 de l'arrêté du 29 février 2012 et de l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 pour son établissement situé à Halluin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KALIPLAST
- ZI de la Rouge Porte Rue de Lauwe 59250 HALLUIN
- Code AIOT dans GUN : 0007004154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les activités de Kaliplast sont destinées au retraitement des matériaux plastiques.

Pour cela les déchets de matières plastiques (plastique rigide) traités sur le site font l'objet de :

- tri, séparation et lavage,
- déchiquetage, déferraillage des déchets plastiques,
- broyage.
- lavage et séchage

L'entreprise traite également des rebuts de fabrication de moquette qu'elle trie, broie, dépoussière et conditionne en balle.

Ces produits sont utilisés en mix pour améliorer la qualité des sols équestres.

Le site s'étend sur une surface de 18 000 m² dont la moitié est occupée par un unique bâtiment séparé en 2 cellules. Ce bâtiment est destiné au traitement et au stockage des déchets de plastiques.

L'arrêté préfectoral du 26 août 2008 a accordé à la société Plasticollect l'autorisation d'exploiter une activité de valorisation de déchets plastiques. L'établissement était soumis à autorisation au titre des rubriques n°98 bis (dépôt ou ateliers de triage de matières usagées à base de polymères), n° 167A (transit de déchets industriels provenant d'installations classées), n° 167C (traitement de déchets industriels provenant d'installations classées), n° 322A (transit de résidus urbains) et n° 322 B1 (broyage de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la capacité de traitement des installations limitée à 150 t/j.

La société Plasticollect a changé de dénomination sociale en 2011 pour devenir Halluin Recycling Industries.

La société Eurofip a racheté l'ensemble des activités de la société Halluin Recycling Industries le 5 décembre 2012 et a créé la SASU Kaliplast le 21 janvier 2013 pour exploiter le site d'Halluin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets et traçabilité : récolement d'un arrêté de mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre d'entrée	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Registre de sortie	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	/	Sans objet
Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Il convient de noter que les prescriptions inspectées font référence à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement alors que la mise en demeure portait sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Ce dernier arrêté est aujourd'hui abrogé, et la mise en demeure est considérée comme caduque sur les points y faisant référence.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que les dispositions objets de la mise en demeure du 7 octobre 2021 ont été abrogées pour trois d'entre elles. L'exploitant a répondu au point restant en transmettant, par courriel du 25 février 2022, la déclaration des quantités de déchets dangereux admises et traitées sur le site en 2020 (déclaration GERE).

L'arrêté préfectoral de mise en demeure précité peut être abrogé.

Sur le fond, l'exploitant respecte également les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021, similaires à celles ayant entraîné la mise en demeure. L'exploitant devra poursuivre le renseignement des registres d'entrée et de sortie créés pour l'année 2022 avec une grande rigueur.

Pour la déclaration GERE 2022 sur les flux 2021, un compte est en cours de création. La déclaration devra être adressée au plus tôt.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre d'entrée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre d'entrée des déchets a été sollicité pour le début d'année 2022.

L'exploitant a créé un fichier pour les déchets gérés par l'installation. Ce fichier couvre toutes les matières entrantes sur le site, sauf les matières reçues pour le travail à façon qui font l'objet d'un suivi à part. Un dernier fichier a été créé pour les flux de Clopf entrants pour le compte de CTHAG (exploité par et sur le site de Kaliplast).

Vis à vis des déchets entrants :

Ce document atteste de la réception de 144 tonnes de déchets en janvier 2022 (en 38 entrées) et de 146 tonnes en février 2022.

Le travail à façon est suivi, avec trois réceptions en janvier 2022, et aucune en février.

Les informations reprises sont globalement conformes à l'arrêté du 29 février 2012.

Vis à vis des nouvelles dispositions de 2021, il manque le code déchets convention de Bâle dans le registre. L'exploitant s'est engagé à ajouter l'information. Le code de traitement retenu (R5) pour le site de Kaliplast ne semble pas approprié (R3 réalisé sur le site).

Un contrôle par sondage a été mené, sur un déchet arrivé le 25/01/2022 en provenance de Renewi Belgium (1,82 tonnes de déchets 16 01 19 de pare chocs en PP). L'exploitant a présenté le document annexe VII correspondant à l'entrée du registre, ainsi que le contrat élaboré en support à ce transfert transfrontalier.

Le fichier lié au Klopff a été contrôlé de la même manière par sondage. Les informations collectées sont similaires. 176 tonnes de Clopf ont été reçues en janvier 2022, et 259 en 2022. Trois provenances sont notées : USA, Pays-Bas et Belgique.

Sur ce fichier, l'exploitant devra veiller à la rigueur dans le renseignement des informations (ponctuellement : manque code déchets, manque code traitement, manque nom transporteur, etc).

*

A la suite de l'inspection, par courriel du 25 février 2022, l'exploitant a transmis un nouveau registre unique regroupant l'ensemble des entrées de déchets. Celui-ci a été créé pour les flux 2022, et comporte les informations prévues par la réglementation.

Les contrôles ci-dessus et le nouveau registre transmis n'appellent plus de remarque de l'inspection.

Observations :

Les observations réalisées en inspection ont été intégrées dans le nouveau registre transmis le 25 février 2022. L'exploitant devra poursuivre le renseignement de ce registre avec rigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2021, article 1, deuxième alinéa, est respecté.

Nom du point de contrôle : Registre de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant dispose de trois registres distincts, l'un pour les déchets sortants générés par l'installation, l'autre pour les sorties de Clopf traité, le dernier pour les sorties de matières plastiques traitées (en deux parties). Cela fait donc quatre registres distincts.

Les registres pour le mois de janvier 2022 ont été sollicités.

Pour les déchets générés par le site, seuls des flux de Fluff et de DIB sont notés, vers Baudalet Blaringhem pour élimination (D5) et vers TS Location

En termes de complétude, l'inspection note qu'il manque les informations sur le transporteur du

<p>déchet et l'origine du déchet (ici Kaliplast).</p> <p>Pour la destination, un flux orienté vers TS Location le 12/01/2022 a été sélectionné par sondage. Il est indiqué comme étant traité par une opération D9 sur le site de Wattrelos.</p> <p>Les informations du registre sont corroborées par le bordereau de suivi de déchets présenté et signé case 11 (n°120122/1).</p> <p>L'inspection a demandé la justification du fait que TS Location est dûment autorisée à prendre en charge le déchets. Le récépissé de négoce et courtage de déchets non dangereux a été présenté ; il est valable jusqu'au 8 mars 2026.</p> <p>Vis-à-vis du Clopf, celui-ci n'était pas émis comme un déchet, et les informations n'étaient pas complètes. L'exploitant s'est engagé à considérer le Clopf comme un déchet, lorsque la matière entrante est reçue comme telle, et à reporter toutes les informations nécessaires pour ce flux spécifique.</p> <p style="text-align: center;">*</p> <p>Par courriel du 25 février 2022, l'exploitant a transmis un registre unique des déchet sortants qu'il tient à jour à compter de l'année 2022.</p> <p>Ce registre n'appelle plus de remarque de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les observations portées en inspection (flux sortants de Clopf gérés comme des déchets, et mise en place un registre unique pour l'ensemble des flux) ont été prises en compte par l'exploitant dans son courriel du 25 février 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites :</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2021, article 1, troisième alinéa, est respecté.</p>

Nom du point de contrôle : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a adressé à l'inspection un courrier le 6 décembre 2021. Il a sollicité une rupture de traçabilité pour les flux reçus en "achat"/"vente" (hors travail à façon), avec des éléments de justification quant à la perte de traçabilité.</p> <p>Pour le travail à façon, les registres d'entrée et de sortie sont combinés afin d'assurer la traçabilité. Par sondage, la traçabilité était effectivement assurée (vu flux SEDEM du 21/12/2021 sorti le 21/01/2022 pour 6,12 tonnes).</p> <p>Toutefois, le transporteur de sortie n'apparaissait pas, car la case "transporteur" était déjà renseignée pour l'entrée.</p> <p>Les nouveaux registres d'entrée et sortie transmis par courriel du 25 février 2022 corrigent ce problème.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
<p>Proposition de suites :</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2021, article 1, quatrième alinéa, est respecté.</p>

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; -le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; -les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 25 février 2022, l'exploitant a transmis sa déclaration pour l'année 2020. Le portail GEREP étant fermé pour l'année 2020, cette déclaration est transmise par courriel.</p> <p>Les démarches de création de compte GEREP pour les données de l'année 2021, à déclarer en 2022, sont en cours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
<p>Proposition de suites :</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2021, article 1, cinquième alinéa, est respecté.</p>